

## Budget 2010 ...en bref

### La mise en scène

- Le gouvernement du Québec, en déposant son budget le 1<sup>er</sup> avril, dit que les dépenses des programmes du gouvernement et que la dette (le cumul des déficits annuels) est, ou sera bientôt, hors de contrôle. Selon M.Charest et M. Bachand cette crise doit être réglée dès maintenant par les hausses des tarifs et des frais ainsi que par la réduction des dépenses.
- Pour équilibrer le budget en 2013-2014, on nous dit qu'il faut couper dans les dépenses et/ou hausser les revenus pour un total de 11 milliards de dollars.

### Et comment faire ça selon Québec ?

- Imposition et augmentation des tarifs et des frais pour les individus pour la santé, l'éducation, l'essence, l'électricité, etc. (voir tableau)  
= (**31 %** de 11 milliards)\*
- Réduction des services offerts par le gouvernement  
= (**62 %** de 11 milliards)\*
- Augmentation des revenus provenant du secteur des entreprises  
= (**7 % !** de 11 milliards)

\*En fait c'est la population du Québec dans son ensemble qui va absorber 92% (31% et 62%) du manque à gagner via des coupures de services et des augmentations des tarifs...donc moins de services qui coûtent plus chers !

## Comment en est-on arrivé là ?

La moitié du déficit actuel existe parce que, depuis 2007, le gouvernement du Québec a délibérément choisi de diminuer les impôts de 5 milliards de dollars<sup>1</sup>, particulièrement pour les contribuables les mieux nantis.

L'autre moitié du déficit vient de la récession récente causée par la spéculation financière (pensez Wall Street et Caisse de Dépôt).

le gouvernement se sert du déficit pour promouvoir l'idée que nous vivons au dessus de nos moyens...

## Y a t-il d'autres solutions ?

**Oui.** Plusieurs économistes et chercheurs, autres que ceux engagés par le gouvernement comme conseillers, proposent d'autres options. Par exemple, les possibilités suivantes pourraient rapporter **5,2** milliards de dollars annuellement<sup>2</sup> :

- Aujourd'hui il existe seulement trois paliers d'imposition : 16 %, 20% et 24%, mais il pourrait en être autrement. Par exemple, avant 1990 il y avait 10 paliers d'imposition entre 15% (pour les revenus de 25 000 \$ et moins) et 34% (pour les revenus de 200 000 \$ et plus). Ce choix augmenterait les revenus du Québec de **1,3 milliard**, et diminuerait les impôts pour **87 %** de la population !
- Notons que 49% des entreprises ne paient pas d'impôt !; de plus le gouvernement est en train d'abolir la taxe sur le capital des entreprises non-financières... s'elle était maintenue nous conserverions un revenu de **1,9 milliard** de dollars annuellement.
- Vu leurs impressionnants profits (les banques ont fait plus de 12 milliards en bénéfices nets en 2008), les institutions financières pourraient faire leur part et absorber une hausse de taxe de **709** millions de \$.
- On pourrait imaginer taxer 100% les gains en capitaux des individus (comme on le fait pour les revenus de salaire) et non à 50% comme c'est le cas maintenant. À noter que 82 % de cette exemption va aux personnes qui ont des revenus de 100 000\$ et plus.

---

<sup>1</sup> Voir les commentaires de Bernard Élie, professeur de sciences économiques à l'UQAM dans l'article « Sentiments partagés envers un important virage » Le Devoir, 1er avril 2010.

<sup>2</sup> Voir Note socio-économique du groupe IRIS. *Budget 2010 : comment financer les services publics ?* (mars 2010)

Cela permettrait au gouvernement d'épargner jusqu'à 466 millions de dollars et un autre 900 millions qui serait récupérable pour d'autres types de dépenses fiscales pour les entreprises.

## **Conclusion**

Depuis 40 ans les Québécois et Québécoises ont choisi de bâtir une société solidaire. Par conséquent, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres services publics est basé sur le droit réel d'une population à une vie décente, peu importe son revenu. C'est un choix de société qui a servi à se doter collectivement des meilleurs services publics en Amérique du nord.

Suite au choix des gouvernements de baisser les impôts et de favoriser les entreprises, les banques et les classes aisées, et aussi à cause d'une récession provoquée par une avarice sans limite des spéculateurs, nous nous trouvons devant un choix :

- Soit de continuer à démanteler notre système universel, axé sur la justice sociale et à promouvoir un système de sauve-qui-peut,
- Soit de mieux partager la richesse créée par tout le monde au bénéfice du tout le monde.

## Budget 2010 ...en bref

INTERVENTION	MESURES (le détail)	IMPACT
Fin de la gratuité des soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ CONTRIBUTION ANNUELLE DE 200\$ PAR ADULTE EN 2014</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Taxe régressive : revenu de 17 000\$ ou 175 000\$... même contribution !</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ FRANCHISE-SANTÉ DE 25\$ (?) PAR VISITE MÉDICALE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Va décourager le recours aux soins et à la prévention surtout pour les personnes à revenu modeste... dépenses plus importantes plus tard</li> </ul>
Hausse des tarifs d'électricité (Hydro-Québec)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DE 2014 À 2018... HAUSSE TOTALE DE 15%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un tarif régressif...même hausse peu importe le revenu des individus et... certaines grandes entreprises énergétivores en seront exemptées</li> </ul>
Hausse de TVQ (2 %)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1 % EN 2011 ET UN AUTRE 1% EN 2012</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les taxes de ventes sont régressives... même taux pour besoins de base (ex. produits de nettoyage) et achat d'une Mercedes – 9,5%</li> </ul>
Hausse des frais de scolarité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 50\$ PAR SESSION EN 2012 ...AUTRES HAUSSES À DÉTERMINER PLUS TARD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diminution de l'accès aux études pour les populations à revenu faible et modeste</li> </ul>
Nouveau crédit d'impôt de la solidarité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ REMPLACE D'AUTRES CRÉDITS ET AJOUTE 510 MILLIONS DE PLUS POUR MÉNAGES À TRÈS FAIBLE REVENU</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rendre les hausses politiquement plus acceptables en ménageant les ménages à très faible revenu</li> </ul>
Gel des salaires du PM, ministres et députés et cadres supérieures (2 ans)		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Gels plutôt symboliques étant donné les salaires en place et les montants totaux épargnés</li> </ul>
Hausse de taxes sur l'essence	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1 ¢ LE LITRE/AN/PENDANT 4 ANS</li> </ul>	
Gel de la masse salariale de la fonction publique jusqu'en 2014		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction des services et remplacement de 50% des départs en administration (santé et éducation)</li> </ul>